

1 Les auteurs

Le texte « **Comment Faire** » est signé de Jean-luc Mélenchon, Manuel Bompard, Mathidle Panot et Clémence Guetté. Il est précisé que le premier en a donné une trame. En effet, une importante part des idées développées ici sont présentes ou en germe dans son livre « l'Ère du Peuple » (2014). Il est également dit que d'autres animateurs du mouvement ont apporté des contributions. Je parlerai donc des «Auteurs ». Dans la suite, je désigne ce document par : **C.F.**

2 D'où je parle

Les auteurs disent regretter que les critiques soient émises par des gens qui ne disent pas d'où ils s'expriment.

En ce qui me concerne, je me considère comme un militant du « Travail », je veux dire, depuis au moins l'âge de mes treize ans, du côté des travailleurs, ouvriers, paysans, producteurs. Cela s'est traduit par des engagements variés dans des partis¹ et mouvements de gauche. J'ai rejoint la France Insoumise en 2016 et j'ai émis des critiques dès fin 2017².

Je suis aujourd'hui favorable à l'unité de toute la gauche, telle qu'elle a été esquissée en 2024 au moment du Nouveau Front Populaire.

Je n'ai jamais été un permanent, un politique professionnel. Mes intérêts dominants sont les mathématiques (mon métier) et la pratique de la musique. Sans donc être un politicien, je me suis toujours intéressé à la politique et engagé suivant mes moyens, du point de vue qui est le mien. Ma conviction première est que la société doit être dirigée par les travailleurs.

3 Un texte

Le texte, un document de 80 pages, 36 000 mots, 225 000 caractères, se définit comme une présentation du mouvement France Insoumise, en réaction aux caricatures faites par « des gens qui n'en connaissent rien réellement ».

Une description, assez complète, est donnée dans la septième partie, à partir de la page 69.

Elle est justifiée auparavant par l'exposé d'une certaine conception historique, sociologique, économique, culturelle de la société humaine de notre époque et par ce qui est vu comme le phénomène politique dominant, la « Révolution Citoyenne ».

Je tenterai d'analyser ce texte en notant pour commencer l'importance cruciale du décor posé par les auteurs : la nouveauté, une absolue nouveauté.

Puis les concepts qui architecturent leur pensée : le Peuple, le Mouvement, le Programme, leur articulation et bien sûr, la Révolution Citoyenne.

J'exposerai ensuite ce que ce document présente au sujet du fonctionnement de la France Insoumise.

Enfin je dirai, sur la base de ma propre compréhension de notre époque, comment je situe la France Insoumise.

1. En particulier à l'OCI (de 1967 à 1983), où Jospin, Cambadélis, Benjamin Stora et bien d'autres ont également milité. Mélenchon lui-même y est brièvement passé.

2. J'ai écrit un livre critiquant le soi-disant « Populisme de Gauche » : « ...Ni Tribun », en 2019, et un autre sur le fonctionnement du mouvement : « Critique de la raison gazeuse », publiés aux éditions « À plus d'un titre »

Certains lecteurs de C.F. trouveront sans doute qu'il s'agit d'un texte difficile d'accès, en particulier parce que, pour chacun des quatre concepts fondamentaux, des éléments essentiels à la compréhension de leur définition sont éparpillés d'un bout à l'autre du document, ce qu'on constatera puisque j'ai indiqué la page pour chaque citation.

Cette confusion dessine pourtant si l'on a la patience de la dissiper, une conception cohérente, à défaut d'être réaliste et véridique, que j'espère avoir dégagée.

À chaque étape, je formulerai quelques réflexions critiques.

4 Le Décor : « Nouveau ! »

Les auteurs insistent extraordinairement sur la nouveauté des temps que nous vivons. Et ils en tirent une conclusion : les partis progressistes, ouvriers, écosocialistes, ne peuvent plus exister aujourd'hui. Le mode de fonctionnement de la F.I. est et doit être lui aussi radicalement nouveau.

Pourquoi ? Parce que l'opposition : travailleurs vs capitalistes, la lutte des classes³, est obsolète. Nous verrons qu'elle est remplacée par l'opposition peuple vs oligarchie.

En effet –ici je suis le raisonnement des auteurs– il est impossible de faire abstraction du temps et de l'espace. Or notre temps et nos espaces ont complètement changé, de même que les groupes sociaux.

L'espace a changé, du fait de l'urbanisation. Le temps de la communication a changé du fait du smartphone et des réseaux.

La vie des gens a changé du fait de divorce par consentement mutuel, les facultés d'attention ont changé du fait des jeux vidéos, etc.

Mais surtout, les classes productives ont changé : les ouvriers sont aujourd'hui dispersés, parce que les entreprises de très grande taille ont disparu, que la sous-traitance s'est étendue, que la majorité des embauches sont précaires. « Tout l'environnement syndical a été pulvérisé (...) » (p. 48).

« L'effacement des partis communistes correspond de même à l'évidence de la disparition du prolétariat tel que l'instituait le capitalisme des dix-neuvième et vingtième siècles » (p.50).

Et la conclusion tonitruante : « **Le mouvement ouvrier a échoué !** » (p.30).

Ainsi : « *Le monde a changé de base* ». Tel est le titre de la troisième partie du document (p. 31). Le chant international des ouvriers disait : « Le monde doit changer de base », C.F. considère que c'est fait.

Plus loin : « *Le capitalisme a tellement changé !*⁴ ».

Un peu plus loin : « *Le capitalisme a muté !*⁵ ».

Critique

Pour ce qui concerne les prolétaires, les ouvriers, les salariés, mon camarade Gérard Filoche a déjà rectifié⁶ la sociologie imaginaire qui fonde l'analyse de C.F.

Je le cite :

3. Le syntagme « lutte des classes » est totalement absent du texte C.F.

4. Le mode exclamatif est sur-utilisé : 35 points d'exclamation.

5. Le mot : nouveau apparaît 124 fois et quantité d'autres mots soulignent que tout ce que l'on croyait connaître est périmé. Époque : 41 occurrences, ; aujourd'hui : 11 ; anciens ou ancienne ou autrefois : 20 ; traditionnel : 23 ; passé : 21 ; jamais : 26 ; toujours : 26 ; muté : 1 (soit 293 occurrences au total).

6. Dossiers de Démocratie et Socialisme, revue de l'APRES, Juin 2026.

« Les multinationales concentrent et regroupent des centaines de milliers de salariés. Sur 1,2 million d'entreprises en France (ayant au moins un · e salarié · e), vingt totalisent à elles seules 3,1 millions de salarié · es.

Elles vont de 436 000 salariés (Carrefour) à 72 252 salarié · es. 287 grandes entreprises (GE) emploient 3,9 millions de salariés en équivalent temps plein (EQTP), soit 29% du total. 3% des entreprises de plus de 50 salariés concentrent 50% du salariat du pays. Amazon compte 1,5 million de salariés dans le monde et pas moins de 100 000 en France !

Sur les 369 000 salarié · es de Samsung, 78 000 se sont mobilisé · es, en mai dernier, contre la confiscation des bénéfices de l'LA et ont arraché 290 000 euros de primes pour chaque salarié qui fabrique des puces. Aussitôt, un syndicat minoritaire de Samsung Electronics saisit la justice afin de corriger la forte inégalité vis-à-vis des autres divisions du groupe... Non, Mélenchon, les grands collectifs de travail ne sont pas pulvérisés ! La puissance du salariat n'a jamais été aussi grande dans l'histoire ! »

Certes, dans les années 1960, l'automatisation a été développée, et après la grande peur de 1968, les délocalisations. Après Mitterrand, après Balladur, après Jospin puis le mandat de Sarkozy, celui de Hollande et les deux mandats de Macron, la précarité s'est développée dans notre pays.

C.F. a raison de souligner que 86% des premières embauches se font en contrat précaire, CDD. Mais pourquoi ne pas mentionner que, au contraire, 85% des salariés sont en CDI ?

C.F. prend argument du développement des politiques réactionnaires qui créent des travailleurs ubérisés, pour illustrer la faiblesse du salariat. Mais c'est ignorer le combat farouche de ces travailleurs et des syndicats pour faire reconnaître leur statut de salariés déguisés !

Pour ce qui est des autres formidables « nouveautés », le lecteur de C.F. se dit fréquemment : « mais quel rapport ? »... Oui, il y a des *révolutions* (sic !), certaines importantes, d'autres, dérisoires, au moins tous les ans et oui, plusieurs ont des conséquences sur la vie sociale.

Dans l'immédiat après-guerre on a vu une quantité d'innovations qui ont changé la vie bien plus profondément que l'internet et les smartphones ! Je pense au droit de vote des femmes, à leurs autres droits civiques, à la Vespa, au réfrigérateur, au téléphone automatique (sans passer par une opératrice), à la télévision, à la machine à laver... Un peu plus tard à la pilule, à la démocratisation de l'enseignement, au développement formidable des Universités...

On aurait pu cent fois proclamer dépassée la lutte des classes, et d'ailleurs on ne s'en est pas privé⁷.

Non, le capitalisme, dans son principe, n'a pas changé d'un poil. S'opposent toujours, dans le monde entier, tous les jours, ceux qui détiennent le capital et ceux qui doivent vendre leur force de travail pour vivre. Les détenteurs du capital financier, productif, spéculatif sont toujours plus prédateurs, plus parasites, plus féroces, mais ils ont toujours besoin que des travailleurs produisent tout ce qui, à chaque minute, permet à chaque être humain sur la terre de vivre.

Et la lutte des classes, absente de C.F., est plus que jamais présente : pour 1000 salariés il y a en moyenne en France 100 jours de grève par an ces cinq dernières années (65 en 2020, 170 en 2023) contre en moyenne cinq à dix fois moins en Allemagne et en Grande-Bretagne. Les mouvements sociaux arrachent fréquemment des avantages. C'est cette lutte constante des travailleurs qui

7. Notons en particulier la tentative du Général de Gaulle de recycler la doctrine sociale de l'Église avec la « participation ».

permet au « modèle social français » bâti à partir du document issu de la Résistance « Les jours heureux » de ne pas avoir été complètement détruit depuis⁸.

5 Le Peuple

Il y a dans C.F. trois signifiants décisifs : le peuple, le programme, le mouvement, qui sont les acteurs d'un drame : la révolution citoyenne.

Parlons du peuple (le mot apparaît 56 fois). Un mot assez polysémique.

Ce n'est pas précisé dans C.F. mais j'imagine qu'il s'agit là des citoyens français, sans qu'il soit exclu d'y ajouter des personnes immigrées travaillant en France et souhaitant, ou pas, y demeurer. C.F. dit qu'il s'agit d'un simple « agrégat social » mais qu'il peut se constituer en acteur social de la révolution citoyenne quand il s'oppose à l'oligarchie.

Par « oligarchie » je suppose, sans que ce soit non plus indiqué, qu'il s'agit des membres éminents de ce que nous autres marxistes appelons « les classes dominantes ».

Le mot par lui-même ne dit rien de tel, sinon à peu près « gouvernement de quelques uns » et comme un gouvernement est nécessairement composé d'un petit nombre de personnes, Jacques Rancière observe que tout gouvernement est oligarchique.

« Nous avons défini le peuple de notre temps dans un registre matérialiste c'est-à-dire à partir de sa place dans les rapports sociaux. Nous avons alors identifié sa dépendance aux réseaux du collectif comme ceux de l'eau, de l'électricité, de l'alimentation qui rendent possibles la production et la reproduction de la vie matérielle des populations. » (p.10)

Voilà une définition plutôt étrange. Les gens (du peuple) se lavent, boivent, se chauffent, s'éclairent et se nourrissent. Dans quelle conception économico-politique ceci définit-il une « place dans les rapports sociaux » ?

Il n'y a de « réseaux du collectif » que parce que des ouvriers y travaillent. Production, circulation et reproduction de la mise à disposition de l'eau, de l'électricité, des aliments, traitement des déchets sont le fait du travail des salariés.

Que bourgeois et travailleurs aient en commun de boire et de manger (de respirer, aussi, et bien d'autres fonctions naturelles) ne constituent pas un rapport social qui les subsumerait.

Certes, tous ont un intérêt objectif à ce qu'il y ait de l'eau et des aliments. Mais l'expérience met en évidence que l'accès à une eau et à des nourritures saines est au contraire l'objet d'une lutte entre les classes laborieuses et les classes privilégiées, au travers des quartiers où les gens vivent, et des budgets familiaux bien différents qui sont les leurs.

Du point de vue social, le peuple est composé de classes travailleuses : classe ouvrière, classes paysannes, employés et plus généralement salariés, fonctionnaires ou non, chômeurs, jeunes, retraités, artisans, petits commerçants, médecins, petits entrepreneurs indépendants, enfin des capitalistes plus ou moins importants plus ou moins reliés et dépendants, ou non, d'autres capitalistes plus puissants, réseaux international d'actionnaires, fonds de pensions etc.

La tradition socialiste consiste à ne pas mettre tout ce monde exactement à la même place. Elle considère qu'il y a un moteur : les producteurs. Ouvriers et paysans producteurs sont essentiels à la vie quotidienne de tous, luttent contre les classes capitalistes et peuvent, dans leur volonté

8. On peut se reporter à ce sujet à l'excellent livre de Romaric Godin « La guerre sociale en France » Éditions La Découverte, 2022.

émancipatrice entraîner presque toutes les autres couches sociales de la population⁹. Presque toutes les couches qui constituent, donc, le peuple, à l'exception des capitalistes et de ceux qui sont payés cher pour les servir, que nous pouvons appeler « les privilégiés ».

Mais C.F., à partir de conceptions imaginaires de l'histoire et de la sociologie économique, conclut que le mouvement ouvrier a échoué, les producteurs étant réduits à une poussière d'unités impuissantes, aux statuts infiniment variés. Ainsi, le socialisme est périmé. Reste l'agréat Peuple et la révolution citoyenne.

Critique.

On peut considérer que la différence n'est pas si grande entre un point de vue qui considère comme acteur principal de l'émancipation les producteurs, les salariés, et celui qui met en avant : le peuple, puisque statistiquement, la population active est constituée à 80% de salariés. Mais si les producteurs veulent se libérer eux-même comme le dit, encore, le chant des travailleurs¹⁰, quand il est question du Peuple c'est le plus souvent dans la bouche d'un César, d'un Tribun. Juan Peron¹¹, et bien d'autres « grands dirigeants » dont les noms viennent aussitôt à l'esprit invoquent leur « Peuple » et s'adressent à lui.

C'est le Tribun qui, face au « Peuple » le constitue... et le sauve.

Le Peuple est alors ce qui suit le Tribun. Les autres sont *les ennemis du peuple*.

Cela peut avoir un sens quand une nation lutte pour sa libération, cas de la France en 1940. Le général de Gaulle a endossé ce rôle : incarner le Peuple. On peut dans le même sens parler du peuple algérien ou du peuple palestinien.

Mais il n'y a jamais d'intérêt commun entre l'agriculteur, le mineur, l'éboueur, tous au travail, et le capitaliste, le banquier, ou l'actionnaire qui les étouffe.

Non seulement pas d'intérêt commun, mais pas d'essence commune. Ils ne sont ni égaux ni semblables et ne veulent pas l'être. Rien ne les subsume.

Même en cas de guerre, sauf exception, les capitalistes ne « font pas peuple ».

6 La révolution citoyenne

Dans C.F., la Révolution Citoyenne est « *une révolution où les rapports juridiques de domination, les conditions politiques de la décision publique, les rapports sociaux de propriété sont mis en cause à travers certaines étapes d'activités populaires insurgentes. Elles ont un fil conducteur. Il s'agit de la volonté de contrôle des gens sur le déroulement et l'organisation des conditions de leur vie quotidienne.* » (p.9)

Notons la prudence des euphémismes : « rapports juridiques de domination » ne signifie pas **exploitation capitaliste**, « conditions politiques de la décision publique » ne veut pas dire **État au service du Capital**, « mis en cause » ne signifie pas **abolis**.

Le plus réussi, à mes yeux : « certaines étapes d'activités populaires insurgentes » qui, à Dieu ne plaise, ne peut pas être concentré dans le mot **insurrection**. Le reste s'ensuit.

Nous apprenons, page 64, que la révolution citoyenne se déroule en trois phases. La première, dite « *instituyente* » est celle dans laquelle le peuple se constitue comme acteur, prenant

9. J'ai vécu, durant la troisième et la quatrième semaine de mai 1968, un tel moment.

10. « Ni Dieu, ni César, ni Tribun, Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes, Décrétons le salut commun. »

11. On sait que Jean-Luc Mélenchon a revendiqué quelque temps, en 2016, un « populisme de gauche » inspiré d'Ernesto Laclau, ancien péroniste, et de sa disciple Chantal Mouffe.

conscience de lui-même ; dans la seconde, dite « *destituante* » il met à bat l'oligarchie et par la troisième, « *constituante* », il bâtit la nouvelle société.

Sur quelles bases ?

« *En ce sens, au total la révolution citoyenne est une révolution sociale et politique. Elle se conclut politiquement dans la tenue d'une assemblée constituante reformulant l'ensemble des institutions du pays concerné au service des objectifs écologiques et sociaux de la révolution. Cette conclusion, oui, c'est le projet des insoumis.* » p. 63.

On pense à la grande référence : 1789 et le travail constituant qui s'étend (en deux phases) jusqu'en 1795. La première phase (monarchie constitutionnelle) proclamant les Droits de l'Homme et la seconde établissant une République démocratique. Au total, l'abolition des privilèges.

Ici, nous avons des objectifs très vagues : réformer les institutions au service des objectifs écologiques et sociaux de la révolution. On est pas loin de la tautologie. De quels objectifs s'agit-il, en particulier du côté social, car il se pourrait que la possibilité d'agir efficacement dans la dimension écologique dépende de la possibilité de briser le carcan capitaliste ?

Une importante précision à la page 47 (paragraphe : « vers l'harmonie ») :

« *Quant au régime de la propriété, elle distingue plusieurs formes dans le cadre d'une économie mixte où l'on trouve des biens communs inaliénables, des entités publiques, des coopératives et des entreprises privées. La hiérarchie des normes juridiques place en tête la coopération et l'entraide plutôt que la concurrence libre et non faussée.* »

On voudra bien comparer cette formulation, concernant la propriété, avec celle qui figure dans les textes du Congrès de Renne du Parti Socialiste en 1990 : « *Le Parti Socialiste est donc favorable à une société d'économie mixte qui, sans méconnaître les règles du marché, fournisse à la puissance publique et aux acteurs sociaux, les moyens de réaliser des objectifs conformes à l'intérêt général* », qui a été rédigée avec le concours de Jacques Attali, et qui définit le nouveau parti socialiste, ayant abandonné toute perspective socialiste.

En effet, la déclaration de principe de 1945 (37ème congrès), rédigée par Léon Blum, dit encore : « *La transformation sociale consiste dans la substitution au régime de la propriété capitaliste d'un régime où les richesses naturelles comme les moyens de production et d'échange deviendront propriété collective et par conséquent les classes seront abolies.* »

La déclaration de principe du congrès d'Alfortville en 1969 reste sur le même terrain. C'est bien en 1990, après l'épreuve du pouvoir, sous la présidence de Mitterrand, que le cours libéral pudiquement nommé « **économie mixte** » s'affirme et prendra son essor avec les privatisations de Jospin (dont Mélenchon était ministre) et sous le mandat de Hollande.

Soyons très clairs. Ce passage de C.F. ne définit pas une transition –personne ne croit qu'il soit possible d'abolir la propriété privée des moyens de production d'un jour à l'autre– mais le but de la révolution citoyenne et du projet des insoumis, qui s'affirme ainsi comme un projet « social-libéral ».

On a envie de dire : « **Tout ça pour ça ?** »...

Les auteurs de C.F. nous disent avoir identifié une vingtaine de révolutions citoyennes récentes, sur tous les continents. C'est de l'étude de ces mouvements réels qu'ils disent avoir tiré leur savoir sur la révolution citoyenne.

Ils n'en donnent pas d'exemples et c'est dommage.

La planète capitaliste est agitée en permanence par des crises et de grands mouvements politiques et sociaux.

Récemment nous pouvons évoquer : la fuite de Ben Ali en Tunisie (Décembre 2010) ; le mouvement de la place Tahir en Egypte (janvier 2011) qui aboutit à la chute de Moubarak ; le mouvement des Indignados en Espagne (Mai 2011) ; Occupy Wall Street, USA (septembre 2011) ; parc Taksim Gezi en Turquie (Mai 2013) ; révolution « des bougies » en Corée du sud (2016, 2017) ; mouvement des Gilets Jaunes en France (2018, 2019) ; destitution de Omar el Bachir au Soudan (2018,2019) ; le Hirak en Algérie (2019, 2020) ; explosion sociale au Chili (2019, 2020) ; le puissant mouvement du Bengale occidental contre les lois de Modi libéralisant l'agriculture (2021) ; la révolte au Kazakhstan, « Janvier sanglant », janvier 2022 ; la chute et la fuite de Gotabaya Rajapaksa au Sri Lanka, (juillet 2022) ; le mouvement étudiant contre la corruption au Bangladesh (2024) jusqu'à la fuite de la première ministre Sheikh Hasina ; la destitution de Yoon Suk-yeol président de Corée du sud en 2024 ; les formidables crises sociales et politique boliviennes, dont la dernière se poursuit en 2026...

En quoi ces mouvements sociaux et politiques parfois insurrectionnels sont-ils des révolutions citoyennes ? Ils ont très généralement été déclenchés par des causes matérielles classiques : lois libérales qui affectent le pouvoir d'achat, lois ou mesures gouvernementales qui ruinent les classes travailleuses, scandales de corruption, coups de forces manqués. Ils se sont déroulés avec le soutien puissant des syndicats et des organisations de gauche quand elles existent, et la forme d'auto-organisation des masses est, toujours et partout, l'assemblée, le conseil.

Ce sont des mouvements contre l'exploitation et pour la démocratie. Le mouvement ouvrier et paysan, souvent précédé par les étudiants comme il est de règle pratiquement depuis le moyen-âge, y a toujours tenu une place décisive. Ils ont eu des issues et des prolongements divers.

De telles séries d'évènements révolutionnaires ont eu lieu dans le passé, quand toutes les nouveautés célébrées par C.F. n'existaient pas encore. En 1968 ce n'est pas seulement la France qui est en révolution, mais également la Tchécoslovaquie, l'Allemagne, l'Italie, les Etats-Unis, le Mexique...

On pourrait encore évoquer les mouvements révolutionnaires de 1848 dans toute l'Europe...

Même la Révolution Française se nourrit d'impulsion ouvrière et sociale. On peut se reporter à ce sujet au travail remarquable de Daniel Guérin « Bourgeois contre bras nus », ou plus récemment à « Une histoire de la Révolution Française » de Eric Hazan.

7 Le programme et le mouvement

Le mot : *mouvement* présente 151 occurrences.

Les auteurs nous disent que C.F. a pour but de : « *faire mesurer la nouveauté absolue qu'incarne notre mouvement.* » (page 4).

Le lien entre texte du programme et mouvement est direct.

« *Le mouvement n'a ni doctrine de référence, ni aucune affirmation autre que celles contenues dans ce texte.* » « *Il suffit d'approuver ce texte (même incomplètement, cela va de soi) et de s'engager pour sa mise en œuvre pour pouvoir être membre du mouvement.* » (p.47).

Notons que ce mouvement n'a pas d'adhérents (et le revendique) mais qu'il a des « membres ». Quel est le sens de ce *distinguo* ?

D'où provient ce programme, comment est-il rédigé ?

« *Ici prévaut l'exemple des cahiers de doléances des états généraux de 1789. Le programme s'écrit donc en deux temps : premier temps, la collecte publique des revendications auprès des*

corps intermédiaires associatifs, syndicaux, institutionnels. Puis mise en cohérence globale et plan de financement non moins public et présentation à la discussion populaire. À ce moment-là, le document final peut jouer le rôle fédérateur qui lui est assigné. »

La référence à 1789 est très impressionnante. Mais lointaine. La rédaction avait été demandée par Louis XVI, la plupart des gens du Tiers État ne savaient pas écrire, donc les doléances étaient rédigées par des prêtres ou des notaires et le contenu, évidemment complexe et varié suivant les paroisses et les régions (40 000 cahiers, me dit l'IA de service) était néanmoins concentré sur l'abolition des privilèges et la demande de plus d'égalité devant l'impôt.

Ici nous parlons d'un document qui constitue un livre de plus de 120 pages, accessible ici : <https://melenchon2027.fr/programme2025/livre/>, mais aussi ici : <https://laec.fr/>

Nous lisons : collecte publique des revendications auprès des corps intermédiaires associatifs, syndicaux, institutionnels. Cela signifie-t-il que les militants FI sont allés interroger Sophie Binet et les autres responsables syndicaux, ceux de la Confédération Paysanne ? Des associations ? Lesquelles ? Des institutionnels ? Lesquels ? Députés ? Sénateurs ? Maires ? J'avoue n'avoir pas entendu parler de cette formidable consultation.

Passons sur les deux étapes suivantes : « *mise en cohérence* » (cohérence avec quoi ? faite comment ? par qui ?) et « *présentation à la discussion populaire* », autre événement qui m'a complètement échappé.

Retenons que le programme n'est (suivant C.F.) que l'expression des volontés du Peuple. De son côté le mouvement est composé des gens qui adhèrent au programme (et agissent).

Il y a donc, par construction, parfaite adéquation entre le mouvement et le peuple.

C'est ce qu'exprime la belle métaphore chimique qui suit : « *Sous cette forme le mouvement peut être analysé comme un état du peuple lui-même. Un « état » signifie une forme, comme la vapeur ou la glace sont des « états » de l'eau* ».

Critique

Deux mots me viennent à l'esprit, qui peuvent sembler durs, et je m'en excuse. Les mots : **impossible, et faux.**

Que « *Le mouvement n'a ni doctrine de référence, ni aucune affirmation autre que celles contenues dans ce texte.* » est impossible.

Si nouveau qu'il soit, nous parlons d'un mouvement politique et il se présente tous les jours dans la vie politique cent questions et mille situations qui ne peuvent avoir été envisagées par aucun programme. Pour se déterminer il faut des principes qui, en tant que principes, n'ont pas été recueillis dans des cahiers de doléances. La tradition socialiste a, pour le dire d'une manière très générale, un principe. Il y a le Capital, il y a le Travail, il y a la lutte des classes. Les socialistes combattent du côté des travailleurs¹² et c'est ce qui les guide dans toutes leurs décisions.

Pour prendre un exemple frappant, le gouvernement Barnier a été renversé par une motion de censure votée par les députés du N.F.P. et ceux de l'extrême-droite. Par contre le gouvernement Bayrou a été renversé par l'échec du vote de confiance qu'il avait demandé (après les échecs de HUIT motions de censure), le N.F.P. dans son ensemble ayant refusé la confiance.

12. On comprend bien que je mentionne ici la position socialiste des fondateurs et de ceux qui ont persévéré dans leur voie, pas de la position de François Hollande ou Jacques Attali...

La question de l'opportunité du vote d'une motion de censure (qui ne peut réussir qu'avec l'appui du Rassemblement National) dans un contexte politique précis (obstination du chef de l'état à nommer encore, s'il y a censure, un homme ou une femme de son camp, éventualité d'une nouvelle dissolution, éventualité d'une lassitude des électeurs...) n'est inscrite dans aucun programme et ne peut pas l'être. Il faut en juger suivant les circonstances.

L'attitude à avoir quand un désaccord surgit avec un autre parti de gauche ne se déduit pas davantage directement du programme.

La question de savoir s'il faut supprimer les Z.F.E. (« Zones à Faibles Émissions ») non plus.

Pour trancher on fait appel à des principes déduits d'une doctrine. Si C.F. avait écrit : « La doctrine de la FI se déduit de l'esprit qui se dégage du programme » cela aurait été encore très insuffisant, mais la rédaction citée est juste absurde.

Ensuite, que le programme de la FI émane de la volonté du peuple, c'est très clairement faux. Dans de nombreux cas, on peut le regretter, car c'est un programme que personnellement je trouve progressiste et inspirant, même si je ne crois pas un instant que sa rédaction résulte de quoi que ce soit qui ressemble, même de très loin, à la collecte des doléances de 1789 et même si je mesure que sa réalisation, même partielle, ne serait possible qu'au prix d'affrontements considérables avec l'UE et plus généralement, le capital international.

Pour prendre un exemple je me réfère à l'excellente enquête du CIRED¹³.

À la proposition : *Restreindre l'accès aux aides sociales, à l'aide médicale et aux logements sociaux pour les étrangers* ; 32% des sondés ont répondu « très favorable » et 24%, « favorable », soit, au total, 56%. Pourtant, heureusement, cette mesure réactionnaire et dangereuse pour toute la population, ne figure pas dans le programme de la FI.

Cet exemple n'est pas nécessaire. Si « le peuple » pensait comme la FI, si la FI exprimait l'état du peuple, la droite extrême et l'extrême-droite ne feraient pas entre 40 et 55% aux élections... Le lecteur en est réduit à se demander pourquoi C.F. énonce de telles absurdités.

Or, ne l'oublions pas, le texte tout entier a pour but de justifier, comme étant logique et inévitable, le fonctionnement très particulier du mouvement FI.

8 Dynamique de l'ensemble

Tentons de résumer le schéma d'ensemble : « quelque chose » a lieu dans le corps social et les auteurs de C.F. l'ont identifié : c'est le processus qui conduit à la révolution permanente.

Le corps social (le Peuple) produit des exigences qui sont rassemblées dans un programme cohérent par ce qui va constituer un mouvement, autour et par ce programme.

Mais le peuple n'est pas alors pleinement conscient du fait que ce programme est SON programme.

Cette assimilation consciente sera graduelle et indiscernable de la croissance du mouvement insoumis, comme par ailleurs de la constitution du Peuple, qui passe de simple agrégat social au stade d'acteur politique instituant.

Au terme de ce processus, le mouvement, le programme et le peuple sont une seule réalité intellectuellement et activement fusionnelle : la révolution citoyenne est en marche.

Observation et critique.

13. Préférences budgétaires des Français : résultats d'une enquête représentative Adrien Fabre * 22 mai 2026.

Ce qui est remarquable ici c'est l'invocation de la spontanéité.

Les auteurs de C.F. caricaturent une observation méthodologique fondamentale de Marx et Engels : « *Les prémisses dont nous partons ne sont pas des bases arbitraires, des dogmes ; ce sont des faits réels dont on ne peut faire abstraction qu'en imagination.* »

Et aussi : « *Le communisme n'est pas un état de choses qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état présent.* »¹⁴.

Mais d'une part comme je l'ai montré, une grande partie des prétendus faits qui basent les conceptions des auteurs sont imaginaires ou exagérés et les conclusions qu'ils en tirent, erronées. D'autre part, les créateurs du socialisme scientifique n'ont jamais prétendu que le mouvement vers le communisme se ferait spontanément : ils ont créé un parti, ils ont créé la première internationale, dont les membres étaient des dirigeants qui combattaient pour la prise du pouvoir. Nous assistons au contraire dans C.F. à une véritable religion de l'automatique.

Le préfixe **auto** apparaît partout : 30 occurrences dans différents assemblages : auto-organisation ; auto-organisés ; auto-identification ; auto-entrepreneurs ; autonomie sociale ; autonome ; s'auto-constituer lui-même (sic, p.63) ; un fait qui s'auto-réalise ; auto-définition ; auto-contrôle ; auto-interrogation. . .

Qu'est-ce qui disparaît dans cette profusion ? Le sujet, le militant, le responsable, le dirigeant. Les choses se font (soi-disant) d'elles-mêmes et par elles-mêmes. La conscience politique joue-t-elle un rôle ? Ce n'est pas certain. Nous verrons l'immense portée de cette disparition pour ce qui concerne le fonctionnement théorique du mouvement.

9 Le Substitutisme

Les auteurs de C.F. sont-ils bons historiens ? Si l'on rencontre de-ci, delà, des anecdotes, sur des légionnaires romains manifestant vers 360 dans « Paris » (qui n'existait pas), une horloge publique à Paris au quatorzième siècle et une société par actions à Toulouse, l'angélus de Millet et l'affaire des placards sous François premier, pour ce qui concerne l'histoire du mouvement ouvrier, c'est affligeant.

On nous raconte qu'en 1919, Léon Blum n'avait aucun désaccord avec ceux qui allaient créer le Parti Communiste, hormis « la forme du parti ». Or ces questions de forme étaient très clairement les questions de fond. Par exemple les communistes voulaient épurer le parti. Rappelons que Léon Blum était, durant la guerre de 14, chef de cabinet de Marcel Sembat, ministre dans le gouvernement d'union nationale. Il avait donc participé activement à l'union sacrée, à la boucherie impérialiste. Simple désaccord formel ?

Concernant 1917, la révolution russe et ce qui s'en est suivi, c'est bien pire. Voici comment les auteurs présentent la conception des révolutionnaires russes :

« *Pour la tendance majoritaire (cela se dit « bolcheviks ») des sociaux-démocrates russes, le parti est lui-même le dépositaire de la conscience collective du destin historique de la classe ouvrière révolutionnaire.*

Le parti « injecte » de la conscience révolutionnaire dans une classe ouvrière, supposée incapable de le faire sans lui. Lénine parlera même d'une classe ouvrière en général « spontanément trade-unioniste » (trois mots souligné par moi).

14. L'idéologie allemande ; 1846.

Ce charabia est une caricature. La position du parti révolutionnaire d'avant-garde, que l'on peut dire léniniste¹⁵ » puisqu'il fut en le dirigeant le plus connu, est le développement de la position originelle de Marx et Engels¹⁶ :

« *Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :*

1. *Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.*

2. *Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.*

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. »

Les communistes n'injectent donc rien, ne sont dépositaires de rien et surtout pas d'un destin, mot du vocabulaire romantique.

Ici, « *intelligence claire* » se réfère au fait de connaître l'analyse que Marx et Engels appelaient « *socialisme scientifique* », qui consiste, en particulier, à partir d'une histoire et d'une sociologie réelles et non, comme les auteurs de C.F. imaginaires...

Mais à partir de cette caricature, les auteurs de C.F. vont nous produire une brève histoire de la révolution russe : les bolcheviks ont substitué leur parti au prolétariat, leur comité central au parti, et au comité central, son chef, Lénine. Il suffit alors de noter que Staline a pris la suite de Lénine et le tour est joué.

Le mot substitutisme provient d'un débat, de 1902 à 1904 entre Lénine et Trotski sur le rôle du Parti et des syndicats envers les classes populaires. Lénine dit que la classe ouvrière est « *spontanément trade-unioniste* » en ceci qu'elle cherche d'abord simplement à résister solidairement à l'exploitation. C'est l'avant-garde ouvrière communiste qui exprime la nécessité de viser le pouvoir politique. Trotski le met en garde et insiste sur la nécessité, pour cette avant-garde, de rester proche des masses, de n'en être que « *la fraction la plus résolue* » celle qui a « *une intelligence claire* » du processus. Mais Lénine à son tour disait à propos de la relation entre la classe et son parti : « *un pas en avant des masses* » (pas davantage), et aussi : « *nous devons être capables d'entendre l'herbe pousser* ».

C'est un débat important. Les communistes ne sont ni « *spontanéistes* », ni une élite intellectuelle apportant de l'extérieur leurs vues éclairées.

Ici, nous sommes loin du niveau de ce débat. À propos de 1917 et ses suites, les auteurs expliquent : « *La situation changea, d'autres nécessités dont celles de la guerre civile formatèrent d'autres prolongements des formes de l'action. Le substitutisme contient une dynamique interne implacable. Pour finir le parti-guide devint le parti-État. Et quand l'URSS s'effondra elle n'a été détruite par rien d'autre que par les contradictions des forces qu'elle contenait.* »

Et voilà narré l'essentiel d'un demi-siècle de stalinisme !

Notons le mot souligné par moi : interne. Autrement dit, si la révolution russe a dégénéré en une dictature bureaucratique profondément réactionnaire, parasitaire, corrompue, ça n'a rien à voir avec l'arriération de la Russie tsariste, avec le fait que 80% de la population était analphabète,

15. Développée par Lénine dans un livre titré : « *Que Faire* », que les auteurs de C.F. n'ont certainement pas lu, même si leur titre l'évoque, sans doute par hasard puisqu'il défend des thèses en tous points diamétralement opposées.

16. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm>

que les ouvriers n'étaient que moins de 2% de la population, ni avec la guerre civile, les armées de Dénikine, Koltchak, Wrangel, les armées françaises, états-uniennes, japonaises, anglaises, polonaises, finlandaises... Rien à voir avec le fait que la révolution allemande a échoué malgré plusieurs assauts entre 1918 et 1924. Tout cela est externe, n'est-ce pas ? Si Staline¹⁷ s'est imposé entre 1924 et 1929 c'est, à en croire les auteurs, du fait d'une dynamique **interne**.

C.F. rejoint ici complètement la caractérisation de la révolution russe que font tous les anticomunistes, les bourgeois pour qui, sans aucun doute, il fallait laisser les Romanov au pouvoir.

Les conséquences d'une telle conception sont considérables. Sans compréhension du stalinisme, il n'y a à peu près rien dans l'histoire du XXème siècle qui soit intelligible. Ni la catastrophe allemande en 1934, ni la victoire de Franco, ni la passivité du PCF en 1968... ni l'irréversible déclin de ce parti.

10 Fonctionnement du mouvement

C.F. présente la vie interne de la FI d'abord par opposition à celle des « vieux partis ».

Dans les vieux partis, et aussi, notons-le, dans les syndicats et jusqu'aux associations de pêche à la ligne, on adhère en payant une cotisation périodique.

Cet argent constitue l'essentiel des ressources du parti, du syndicat, des associations.

L'association, le syndicat, le parti sont basés sur des statuts et un règlement intérieur, ils et elles sont dirigés par des gens élus par les membres (directement ou, le plus souvent, indirectement, c'est à dire avec des niveaux intermédiaires), et ces élections se font par des votes qui tranchent entre des candidatures, suivant les aptitudes des candidats et parfois sur des positions politiques.

Ensuite, dans la vie, il y a parfois des décisions à prendre qui ne découlent pas du ou des textes qui définissent le but de l'organisation. Les dirigeants, et parfois les adhérents, suivant les cas, tranchent par des votes entre les diverses possibilités de décision.

Ce n'est pas ainsi que les auteurs de C.F. définissent le mode de fonctionnement, que nous appelons démocratique, des « vieux partis », mais beaucoup plus succinctement : c'est « *la prétendue démocratie des courants* » (p.71). J'ai trouvé pas moins de onze fois cette rengaine : « **les courants** », qui donnent lieu à des « *rencontres aigres* » (p.73), les « *sous-courants* ». Dans d'autres textes ou déclarations, Jean-Luc Mélenchon a souvent décrit le système démocratique des partis sous des dehors plutôt repoussants : marchandages, tricheries, combats d'egos, débats stériles !

Mais la vie dans un parti démocratique ne peut être réduite à ces bassesses, excepté sans doute dans un parti corrompu jusqu'à la moelle par l'exercice du pouvoir, qui a déjà dissous tous ses principes.

Le tableau que nous dresse ici les auteurs est une caricature qui correspond point par point au parti socialiste de l'après Mitterrand.

Dans une vidéo qu'on peut consulter ici : <https://www.youtube.com/watch?v=VS-6QEd0134> Mélenchon raconte les coulisses du congrès socialiste de Brest (1997) dans lequel il a constaté le truquage généralisé des votes, puis négocié avec François Hollande un arrangement lui-même truqué et s'est finalement fait gruger par son concurrent.

17. Le nom de Staline n'apparaît dans C.F. qu'une fois, avec une phrase admirative concernant l'attaque d'une banque en 1907 (p. 24).

Luttes stériles sans bases politiques de tendances, manipulations, c'est ce qu'il a vécu et à quoi il a participé.

Qu'il y ait, non seulement dans les organisations démocratiques, mais dans toutes les assemblées humaines, des marchandages, des questions de personnes et des manipulations, c'est évident, jusqu'au Conclave qui élit le Pape !

D'ailleurs, tout ce que l'on peut dire contre la démocratie dans un parti, on peut le dire aussi (on ne s'en prive pas) contre la démocratie dans la République. Marchandages, tricheries, rivalités de personnes, débats stériles etc : c'est vrai.

Et pourtant, nous préférons cette démocratie que Charles Maurras disait « crasseuse », à la tyrannie. La fameuse boutade de Winston Churchill résume la difficulté, et le choix : « *La démocratie est le pire des systèmes, à l'exception de tout autre.* »

La démocratie est toujours très imparfaite¹⁸ au regard des règles qu'elle se donne. Elle est discorde, bouillonnement. *Polemos*, suivant Héraclite, est le père de tout.

Si nos auteurs rejettent la démocratie dans l'organisation, est-ce à dire qu'ils la rejette aussi dans la République ?

Grand dieu, non ! Ils s'en justifient d'une manière que j'ai personnellement trouvée frappante, songeant qu'à l'époque reine des sophistes, cette argumentation aurait faire rire tous les Protagoras athéniens.

Il y a, nous explique-t-on, un *distinguo* fondamental.

« *La tentation de vouloir une organisation construite sur le modèle des institutions communes de la société est un germe de substitutisme évident. Si l'organisation a le fonctionnement idéal des institutions, à quoi bon ces institutions ? Le parti guide vainqueur est promis à devenir un parti-État.* »

Autrement dit, il faut que notre mouvement soit antidémocratique, pour éviter qu'il se substitue aux institutions démocratiques et bâtisse un état tyrannique... Cela relève clairement de la mauvaise plaisanterie.

En lieu et place du débat démocratique entre adhérents, il faut du *consensus*. Concentrons notre attention sur ce mot. Cela signifie que tout le monde est d'accord. Cela arrive souvent, dans la vie, et même dans une organisation politique.

Mais l'accord sur le programme n'entraîne pas l'accord sur tout ce qui arrive dans la vie politique de tous les jours.

Je liste ci-dessous une série de questions qui se posent ou se sont posées à la FI :

* En 2023, les députés FI ont procédé à une obstruction pour empêcher que la loi portant sur les retraites soit mise aux voix. Le reste de la gauche voulait que l'on passe au vote. Comment, par qui, a été prise cette décision stratégique ?

* En 2025, la FI a voté contre la suspension de la réforme des retraites concession intégrée, il est vrai, au budget de la sécurité sociale. Comment a été prise cette décision ?

* Comment a été prise la décision de refuser la primaire de la gauche ?

* Comment est prise la décision, inscrite dans LAEC, de fermer toutes les centrales nucléaires françaises d'ici 2050, alors que, dans le parti Les Écologistes, par exemple, ou les propos de Jancovici, les arguments en faveur du nucléaire « bas carbone » ont un poids croissant ?

18. Jacques Rancière donne à ce mot un sens différent, avançant qu'elle consiste en le surgissement sur la scène politique d'un groupe de gens qui n'ont pas de titre à y figurer.

* Le programme LAEC prévoit la convocation d'une Constituante par l'article 11, ce qui, suivant les textes, est inconstitutionnel. Quelles décisions doit prendre le mouvement si les institutions constitutionnelles interdisent cet emploi de l'article 11, sachant que les conditions de cette convocation en utilisant la procédure constitutionnelle (article 89) sont très difficilement réalisables ?

* C.F. insiste sur l'importance principielle du vote « non » au traité fondant l'U.E. dans le Référendum de 2005, et sur la signification de son contournement législatif en 2008 et 2009. Or plusieurs de mesures centrales de LAEC sont en contradiction avec ces traités. Comment seront prises les décisions, et par qui, s'il faut « désobéir » aux traités et aux institutions de l'UE.

* Qui décidera des réactions si l'U.E. prend des sanctions et engage un bras de fer comparable à celui qu'a subi la Grèce en 2015 ? Qui décidera s'il faut reculer ou rester sur les mêmes positions ?

* Comment sera prise la décision s'il faut aller vers un Frexit ?

* Faut-il être « décroissant » c'est à dire aller vers MOINS d'utilisation des sources d'énergie, quelles qu'elles soient ?

* Faut-il éradiquer les loups ?

* Faut-il interdire la corrida ?

* Comment a été prise la décision de présenter des candidats contre les députés sortant Raquel Garrido, Alexis Corbière, Hendrick Davi et d'autres ? Pourquoi¹⁹, et par qui ?

En listant ces questions, je ne prend pas position quant aux possibles réponses. Je demande simplement :

Y a-t-il eu, y a-t-il, y aura-t-il sur chacune de ces questions, **consensus**, c'est à dire accord de tous ? C'est difficile à croire.

J'ai appartenu à une organisation, l'OCI, où nous étions, la plupart du temps, parfaitement d'accord sur les principes et sur leur application. Donc, souvent... mais pas toujours.

Si l'on est pas d'accord, que fait-on ? Dans une organisation démocratique, on vote et la minorité se soumet à la décision que prend la majorité. Le mot « consensus » n'a pas d'effet magique.

On vote et tout s'enchaîne, car qui vote ? Les **adhérents** à jour de leurs **cotisations**. La minorité a-t-elle encore le droit de s'exprimer ? Cette question est réglée dans les **statuts** et dans le règlement intérieur. Peut-elle s'exprimer nationalement ? Oui, si elle a des délégués au **Congrès**. Peut-elle être représentée dans les instances de direction ? Peut-elle se constituer en tendance ? Cela dépend de ce qui est stipulé dans les statuts.

Encore une fois, quand les auteurs résument leur refus de la démocratie dans l'organisation, au refus des tendances, ils abusent le monde.

La C.G.T., le P.C.F. et bien d'autres organisations démocratiques n'ont pas admis le « droit de tendance ».

D'autres l'ont admis mais, dans les faits, ne l'ont pas respecté²⁰. Enfin, d'autres encore l'ont intégré et trouvé le moyen de supporter des *dissensus*.

Je le répète, ce que dénonce avec acharnement et virulence Jean-Luc Mélenchon, ce sont avant tout les mœurs du PS post Mitterrand auquel il a participé²¹. Mais il était fatal qu'une organisation se réclamant du socialisme de Jaurès (et même de Blum) qui vire au « social-libéralisme » (qui n'a rien de social) adopte des mœurs politiques dégénérés.

19. Concernant « les purges » le rappel véridique des faits est ici : <https://blogs.mediapart.fr/hendrik-davi/blog/110724/petits-mensonges-entre-amis>.

20. Cas de l'OCI dont je suis loin de prétendre que l'usage de la démocratie interne était correct.

21. Dont, toutefois, il faut le féliciter de s'être éloigné.

La question du droit de tendance est marginale. Ce qui choque dans la conception du mouvement FI, ce sont les questions relatives à l'adhésion, la cotisation, le débat, les votes, l'élection des dirigeants.

Comment C.F. répond-il à ces interrogations ?

Il n'y a pas d'adhérents à la FI parce que ce n'est pas un parti mais l'effet de l'adhésion à un programme. Ce programme est un état du Peuple, qui y adhère graduellement, si bien qu'à des degrés divers, tout citoyen est aussi « membre » du mouvement que tout militant, simplement, pour beaucoup, ils ne le savent pas.

Qu'en est-il de l'articulation entre le programme et la prise de décisions au jour le jour ?

Eh bien l'automatisme régnant fait qu'il s'agit à peine de décisions : elles découlent sans contredit possible de la conscientisation du peuple, combinée avec celle du mouvement. Un maître mot de cette conception doit être « **Cela va de soi** ».

Mais tout de même ces décisions, si évidentes et naturelles et sans contredit soit-elles, sont prises par des personnes qui parlent et écrivent. La direction de la FI ?

Pas du tout ! Car **il n'y a pas de direction**, prétend C.F.

La « coordination des espaces » (et le coordinateur Manuel Bompard) ne constitue pas une direction. Elle ne prend pas de décisions politiques générales. Qui les prend ? Pas de réponse. Sans doute les décisions s'imposent-elles d'elles-mêmes. Nous sommes là au cœur de ce que l'on voudrait nous faire gober.

Les Assemblées représentatives débattent, mais ne prennent pas de décisions.

L'Institut La Boétie n'est en aucune manière un « bureau politique » (p.73).

Et voici la conclusion : « *Le reste suit dans une ambiance d'osmose complète où nul n'éprouve le besoin de se distinguer de l'action pour exister ou bien se rendre visible.* »

Ce qui peut faire rire ou frémir, c'est que nulle part dans tout ce document n'apparaît le rôle de Jean-Luc Mélenchon. Son nom n'apparaît que dans le contexte historique de ses candidatures.

Pourtant, l'archive du Journal Officiel indique, pour L.F.I. (déclarée le 23 décembre 2016), l'objet social suivant :

« **Regrouper les soutiens de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017 et celles et ceux qui font le choix d'une France insoumise et d'un Avenir commun.** »

Il s'agissait donc bien d'une structure dédiée aux ambitions d'un homme.

Cet objet social est resté inchangé après l'élection de 2017 (ce qui est illégal ; l'objet social doit être cohérent).

Il n'a été changé que le 29 août 2023 pour devenir : « activités politiques / soutien et financement de partis et de campagnes électorales. »

Ce qui, à bien considérer, n'est pas autre chose. Quels "partis" ? Quelles campagnes électorales, sinon, la campagne suprême, présidentielle, de Jean-Luc Mélenchon.

Ainsi, il n'y a pas de dirigeants, pas de chef suprême ?

On songe à l'échange entre O'Brien et Winston :

« Big Brother existe-t-il comme vous et moi ? » « Vous n'existez²² pas. »

Le militant, n'existe pas.

Note spéciale sur les finances

Comme il n'y a ni militants ni dirigeants dans la FI, personne ne contrôle les finances ?

22. dans "1984" de George Orwell.

Mais d'autre part, comme il n'y a pas de cotisations, la FI est l'organisation politique qui dépend le plus de l'État : 75% des ressources de la FI sont constitués des subsides de l'état. Par comparaison ces subsides étatiques ne sont que 15% des ressources du P.C.F., 26% des ressources du P.S. et 40% des Ecologistes. Jean-Luc Mélenchon préfère dépendre de l'État que de ses militants (qui ne sont pas des adhérents).

N'est-ce pas une position dangereuse, spécialement en cas d'arrivée du RN au pouvoir ?

11 Ce qu'est la FI

Ce qui se dégage de C.F. c'est la description d'une secte aux conceptions paranoïaques, c'est à dire cohérentes, mais délirantes, qui pourrait même participer comme composante à une entreprise fasciste.

On pense à une secte au moins en lisant (page 47) que le but affiché du mouvement est « une société d'*harmonie* ». Le mot, qui renvoie à la musique et à la poésie, accompagne le mot *consensus* et c'est d'ailleurs dans le paragraphe titré : « Vers l'Harmonie » que se trouve la profession de foi social-libérale (à base d'économie soit-disant mixte) citée plus haut.

Mais ce mot a été cent fois relevé dans les proclamations de différentes sectes²³ Il s'y prête en ceci que celle, ou celui qui poserait des questions gênantes ou désobéirait au gourou menacerait l'harmonie du groupe et devrait donc urgemment être éjecté sans ménagements.

Or, je ne crois pas que la France Insoumise réelle soit une secte.

Je ne crois pas que la FI réelle corresponde à ce que décrit C.F.

En quittant le P.S. en 2008, et en s'alliant à un P.C.F. qui était alors dirigé par une personnalité intelligente et non sectaire, Marie-Georges Buffet, Mélenchon a créé un appel d'air puissant, bientôt renforcé par des vents favorables et le profond discrédit suscité par le mandat présidentiel de Hollande en 2016, puis ceux, catastrophiques, d'Emmanuel Macron.

Le vaste mouvement qui s'est constitué cette année là (près de 600 000 adhésions à la plateforme), et qui, bien que très réduit –selon C.F., la FI est composée de 2000 groupes d'action certifiés comprenant chacun entre 3 et 12 membres, soit au total environ 20 000 militants de terrain– existe toujours, occupe la place politique que le P.C.F. et le P.S. ne sont plus guère capables d'occuper à gauche et à l'extrême-gauche.

C'est à dire, parce que le capitalisme réel et la classe ouvrière et les classes laborieuses sont ce qu'elle sont, la FI est un mouvement socialiste (ou communiste) avec une conscience écologiste en sus. Son programme est un programme de transition critiquable mais inspirant.

C'est un mouvement qui, en dépit de C.F. a une vocation d'avant-garde. Le dirigeant, Mélenchon, est brutal, maladroit, incertain, méprisant, beaucoup trop convaincu de sa supériorité qui n'est basé que sur des talents d'orateur, utiles, mais très insuffisants.

D'autres responsables, Bompard, Panot, Coquerel, sont politiquement plus solides.

Hendrick Davi (l'un des députés injustement "purgés") dit qu'on ne peut concevoir la construction d'un grand parti socialiste et écologiste démocratique sans la plupart des militants FI.

Je pense de même.

Malheureusement, un éclatement, une dérive ultra-sectaire sont également possibles.

La vie politique tranchera, peut-être à l'occasion des puissants chocs qui viennent.

23. Un cas intéressant est celui de la secte théocratique fondée par George Rapp dans une ville nommée « Harmonie » et transformée, laïcisée, par le socialiste utopique Owen vers 1825.